

# Contre le radicalisme via les technologies

ATTENTATS La commission d'enquête parlementaire approuve son dernier rapport ce lundi

Ce lundi, la commission d'enquête parlementaire mise en place à la suite des attentats du 22 mars 2016, doit approuver le dernier volet de son rapport. Après les premiers chapitres approuvés, liés au travail des services de secours, à l'aide aux victimes et à la façon dont la sécurité belge avait fait face aux menaces, c'est le volet radicalisme qui clôt les travaux. Peu de suspense a priori puisqu'un accord politique a été trouvé mercredi dernier sur ce texte. Le vote en commission prévu à la Chambre lundi à 14h30 ne devrait être qu'une simple formalité avant le débat en plénière mercredi.

Il y a deux semaines, une des recommandations fortes de ce dernier volet du rapport avait déjà été diffusée dans la presse.

A savoir la volonté de mettre un terme à la convention qui lie la Belgique à l'Arabie saoudite dans la gestion de la Grande Mosquée de Bruxelles. Quels autres constats et recommandations peut-on donc trouver dans ce dernier rapport ? Le texte est constitué de cinq chapitres : une présentation de l'islam radical en Belgique, le chapitre sur la Grande Mosquée donc, puis un point sur la radicalisation en prison, un autre sur les nouvelles technologies, un chapitre reprenant l'aspect préventif et un dernier sur l'approche locale.

Du côté des recommandations, il est question de créer une plateforme de signalement afin que les personnes confrontées à des contenus suspects sur le web

puissent alerter sans devoir porter plainte au commissariat. Le rapport recommande également de créer un poste d'officier de liaison au Conseil national de sécurité qui ferait l'interface avec les grandes sociétés privées du numérique, les Gafa (Google, Amazone, Facebook, Apple).

**« Le plus important est la collaboration entre les différents services. C'est la clé »** UN MEMBRE DE LA COMMISSION

Un travail sur les algorithmes de ces réseaux est aussi évoqué : lorsqu'on consulte une page web, plusieurs autres sites similaires sont proposés. Ce qui pose problème dans le cas d'une personne en voie de radicalisation.

Le texte final est évidemment le fruit d'un consensus politique.

Pour un des membres de la commission, le point le plus important « est la reconnaissance du lien entre Arabie saoudite, wahhabisme, islam radical et terrorisme ». Un autre met en exergue la partie prévention : « On reconnaît enfin que c'est en amont qu'il faut travailler. » Bien entendu, c'est à présent au gouvernement de se saisir de ce rapport et de tenir compte (ou non) de ses recommandations. « Si on s'empare de ce rapport, c'est déjà une très bonne feuille de route, veut croire un des membres. Le plus important est la collaboration entre différents services et entités qui ne se parlent presque pas aujourd'hui. Nous demandons un accord de coopération ! C'est la clé. » ■

E.BL.